

# SOS pour Aung San Suu Kyi

vendredi 31 juillet 2009, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 30 juillet 2009).

**A l'initiative de Jane Birkin, de l'association Info-Birmanie et du collectif SOS Aung San Suu Kyi, et à la veille du verdict du procès frappant l'opposante birmane et prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, plusieurs dizaines d'artistes en appellent solennellement à sa libération immédiate et sans condition.**

---

## APPEL AU RASSEMBLEMENT POUR AUNG SAN SUU KYI

**Vendredi 31 juillet - 18 heures -**

**Place du Général Brocard (rue de Courcelles, Paris 8<sup>e</sup>)**

---

Seule prix Nobel de la paix au monde à être actuellement incarcérée, Aung San Suu Kyi, 64 ans, attend son verdict à la prison d'Insein, l'une des plus dures du pays. Elle risque cinq années de prison. Son tort est d'avoir laissé dormir chez elle un citoyen américain arrivé épuisé après avoir traversé un lac à la nage. Ce dernier aurait miraculeusement déjoué la surveillance des forces de sécurité pour s'introduire dans la résidence la mieux gardée de Rangoon...

Aung San Suu Kyi est la dirigeante de la Ligue nationale pour la démocratie, parti démocrate fondé en 1988 ayant remporté à plus de 82 % les élections en 1990, résultats que les généraux actuellement au pouvoir n'ont jamais acceptés. Le prix international Mahatma Gandhi lui a été décerné, le 20 juillet, pour son engagement non-violent en faveur de la liberté et de la démocratie en Birmanie, et elle vient de recevoir le titre d'« ambassadrice de conscience » par Amnesty International.

Le procès dont est victime Aung San Suu Kyi, mascarade de justice et odieuse provocation, a pris fin mardi. L'accusation a pu aligner ses témoins à loisir, quatorze se sont succédé. Les avocats d'Aung San Suu Kyi n'ont pu en présenter que deux et leur droit à la parole a été allègrement bafoué. Une telle mise en scène ne peut qu'aboutir à sa condamnation : quelques mois supplémentaires d'assignation à résidence au mieux, cinq années de prison au pire. Les deux dames qui vivent avec elle, Khin Khin Win et Win Ma Ma, sont poursuivies pour les mêmes motifs. Toutes trois risquent fort de rejoindre les 2 160 prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles birmanes, sans soins ni nourriture, en raison de leurs activités politiques, sociales, religieuses ou syndicales.

Le simulacre de justice proposé par la junte birmane n'est qu'un prétexte supplémentaire pour définitivement mettre à l'ombre cette militante pacifiste. Les généraux attendent qu'elle meure et qu'elle emporte avec elle dans sa tombe la démocratie et la liberté auxquelles aspire le peuple

birman.

Au cours des vingt dernières années, Aung San Suu Kyi aura été assignée à résidence durant quatorze ans, soit 5 000 jours de privation de liberté. Depuis juillet 1988, les généraux de Rangoon qui s'évertuent à la faire taire n'ont pas réussi à refréner les ardeurs qu'elle suscite. Ces vingt années qu'elle a déjà passées en détention n'ont pas fait retomber l'espoir de paix et de démocratie qu'elle incarne pour la population birmane. Le destin de cette femme hors du commun nous rappelle le meilleur de « l'être humain ». Son courage est un exemple pour chacun de nous, la puissance de ses convictions nous invite à nous dépasser. Voilà pourquoi il faut continuer à prononcer ce nom, Aung San Suu Kyi, difficile pour nos bouches, continuer à scander le nom de la grande Dame de Rangoon, car notre silence et l'oubli restent les meilleures armes des généraux birmans.

**SIGNATAIRES :** Fanny Ardant, Arno, Yvan Attal, Josiane Balasko, Kate Barry, Juliette Binoche, Jane Birkin, Carole Bouquet, Cali, Philippe Calvario, Antoine de Caunes, Alain Chamfort, Géraldine Chaplin, Patrice Chéreau, Ludvine Clerc, Etienne Daho, Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, Michel Didym, Lou Doillon, Charlotte Gainsbourg, Isabelle Huppert, Catherine Jacob, Thierry Lhermitte, Jean-Louis Martinelli, Jeanne Moreau, Ariane Mnouchkine, Wajdi Mouawad, Bulle Ogier, Michel Piccoli, Hugues Quester, Charlotte Rampling, Régine, Robin Renucci, Jean-Michel Ribes, Olivier Rollin, Christian Schiaretti, Barbet Schroeder, Alain Souchon, Jean-Louis Trintignant, Agnès Varda, Lambert Wilson...

Lire la liste complète sur <http://www.info-birmanie.org>

---

## **Le verdict du procès d'Aung San Suu Kyi renvoyé au 11 août**

***L'opposante birmane, Prix Nobel de la Paix, est jugée depuis le 18 mai pour avoir reçu en mai un Américain qui s'était invité chez elle après avoir traversé un lac à la nage. Elle est passible de cinq ans de prison.***

Le verdict dans le procès de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, accusée d'avoir enfreint les règles de son assignation à résidence, a été renvoyé au 11 août.

« *La raison invoquée par les juges est qu'ils doivent réexaminer le dossier* », a affirmé un diplomate qui assistait à la brève audience, à la prison d'Insein, au nord de Rangoun.

Plus tôt dans la matinée, la sécurité avait été renforcée aux abords de la prison où Aung San Suu Kyi est incarcérée depuis le 14 mai et jugée depuis le 18 mai.

La lauréate du prix Nobel de la paix 1991, âgée de 64 ans, risque jusqu'à cinq années d'emprisonnement, ce qui l'écarterait de facto du paysage politique pendant les élections controversées que la junte entend organiser en 2010.

La « Dame » de Rangoun est accusée d'avoir hébergé, les 4 et 5 mai, un Américain de 53 ans, John Yettaw, qui, dans des circonstances mystérieuses, a réussi à gagner à la nage sa demeure, située au bord du lac Inya, à Rangoun.

Yettaw, un mormon et ancien militaire qui est, lui aussi jugé, avec les deux dames de compagnie de

la Birmane, a expliqué qu'il s'était rendu chez l'opposante après avoir eu « une vision selon laquelle elle allait être assassinée ».

L'icône mondiale du combat démocratique a passé 13 des 19 dernières années en résidence surveillée, depuis que la junte militaire a refusé d'admettre sa victoire aux dernières élections organisées en Birmanie, en 1990.

Les chancelleries occidentales ont qualifié le procès de « farce » visant à justifier son maintien en détention. La période d'assignation à résidence de l'opposante expirait théoriquement le 27 mai et nombre d'observateurs ont estimé qu'avec ce procès, la junte avait trouvé un prétexte pour prolonger sa détention.

(Source AFP)

---

**P.-S.**

\* Paru dans le quotidien Libération du 30/07/2009.